

leurs installations sanitaires. Elles doivent faire face à des coûts exorbitants, compte tenu de l'intérêt élevé qu'elles doivent payer pour effectuer les emprunts sur le marché libre.

C'est ce que l'honorable député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) n'a jamais compris et, je crois, ne comprendra jamais, parce qu'il dit que pour avoir de l'argent, il faut travailler. Mais d'où vient l'argent pour payer le travail? Pour payer le travail, il faut des investissements. Quant à l'argent des investissements, il faut l'emprunter à intérêt, il faut rembourser le capital emprunté et l'intérêt, argent qui n'a jamais été mis en circulation. C'est ce qui fait la dette publique que nous connaissons, qui est aujourd'hui de tout près de 46 milliards de dollars. Il en coûte à peu près entre \$115 et \$120 par citoyen en taxes pour payer l'intérêt sur la dette. Dans les vieux partis, on considère cela comme normal, comme de la bonne administration. On l'a fait longtemps accroître à la population, mais, aujourd'hui, celle-ci commence à se rendre compte qu'il existe d'autres moyens de se financer, d'autres moyens d'enrayer l'augmentation de ces dettes publiques, des taxes et des impôts, qui sont au faite de toute l'économie.

Nous ne pouvons plus taxer. Qu'on impose à loisir des taxes et des impôts, les citoyens ne les paieront plus, parce qu'ils n'en ont plus les moyens. Les députés, ces grands savants de l'économie, qui sont capables de régler le problème, ne font que suivre les traces du passé qui nous ont conduits à ce marasme, à ce déséquilibre. Ils se croient intelligents, parce qu'ils ne font simplement que suivre les traces des autres, les sentiers battus, au lieu d'ouvrir de nouveaux sentiers, de nouveaux horizons. Au lieu de s'en aller vers de vraies solutions, on s'en va de plus en plus vers le marasme!

J'aimerais parler des mesures de sécurité sociale qu'il serait possible d'améliorer, grâce à un système financier qui tient compte des réalités, qui ne paralyserait pas la bonne volonté ni les efforts, qui se mettrait au pas, en vue de fournir à tous les Canadiens au moins le minimum vital que leur permettent les richesses du pays, la production canadienne.

Nous croyons que la question à se poser est la suivante: Le Canada est-il assez riche, les Canadiens sont-ils capables de produire assez pour au moins satisfaire à leurs besoins essentiels? Dans l'affirmative, pourquoi tous ces besoins ne sont-ils pas satisfaits? Tout simplement parce que le régime financier actuel paralyse tout, capte pour lui toutes les richesses, stérilise tous les efforts.

Un financement qui permettrait de réaliser tout ce qui est physiquement réalisable et souhaitable aurait pour effet, monsieur le président, de mettre fin à la misère et à la détresse de millions de Canadiens qui vivent en deçà du seuil de la pauvreté.

Monsieur le président, je voudrais également dire quelques mots sur les conséquences de l'inauguration d'un tel système financier sur l'épargne, sur les investissements, sur l'emploi et, finalement, sur les consommateurs en général...

M. l'Orateur: A l'ordre. C'est avec beaucoup de regret que je dois indiquer à l'honorable député que son temps de parole est écoulé.

[Traduction]

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, en intervenant dans ce débat, je m'aperçois qu'en ce vendredi après-midi le premier ministre n'est pas parmi nous.

Une voix: Où est le vôtre, votre chef de file?

M. Broadbent: Je n'ai pas fini de parler. Je me rends bien compte que beaucoup de députés nous quittent pour aller vaquer à des activités parfaitement légitimes le vendredi après-midi, et j'allais justement dire que j'espérais que le premier ministre n'était pas allé quelque part aujourd'hui faire un autre discours du genre de celui qu'il a prononcé il y a une semaine à Victoriaville, au Québec. Sur le ton signifiant, désinvolte et inspiré qui lui est propre, il a dit aux habitants de Victoriaville que les Canadiens entraient dans une ère nouvelle, consacrée aux loisirs; qu'il n'y avait pas réellement de problème du chômage au Canada, nonobstant les déclarations de politiciens ennuyeux, perfides, dépourvus de jugement et mal informés.

Voici ce que le premier ministre a dit aux bonnes gens de Victoriaville: «Vous rendez-vous compte que rien qu'à Montréal, il y a 10,000 emplois vacants qui attendent des candidats?» Dans la suite de son discours, il aurait affirmé: «Ça ne va vraiment pas mal au Canada. Sachez bien que les choses ne vont pas aussi mal que dans les années 30.» Voilà l'échelle de valeurs du premier ministre: les choses ne vont pas aussi mal que dans les années 30. Il vaut d'être noté qu'il s'est référé aux années 30, car, en chiffres absolus, nous en sommes presque au même point que dans les années 30.

On ne saurait prendre à la légère ce discours du premier ministre, ou l'écarter tout simplement comme s'il ne s'agissait que d'une interprétation erronée de la situation actuelle. Il faut le prendre pour ce qu'il est en réalité: en prétendant ainsi que les choses n'allaient pas si mal que cela, il a voulu en quelque sorte jeter de la poudre aux yeux. Comme on dirait, «c'est pas ça pantoute». Il a omis de dire aux Québécois de l'endroit que 230,000 chômeurs de la province convoient les 10,000 emplois vacants à Montréal. S'il avait voulu être honnête et dire toute la vérité, il aurait ajouté dans son discours que 16 ou 17 personnes se disputent chacun des emplois disponibles.

Comparons ce rapport à la moyenne de l'Europe occidentale, qui, pour être généreux, est d'environ deux candidats pour chaque emploi. L'Autriche, la Norvège, l'Allemagne de l'Ouest et la Suède, où l'idéologie sociale des partis au pouvoir est identique à la mienne, ont pratiquement le plein emploi, le niveau le plus élevé de l'histoire de l'Europe occidentale. Ce sont les faits que le premier ministre juge à propos d'omettre. Il préfère parler de leur niveau d'inflation et proférer des hérésies économiques sur notre bonne fortune de ne pas avoir le même taux d'inflation. Le premier ministre oublie complètement d'informer les Canadiens que l'inflation en elle-même n'est pas nécessairement mauvaise quand, à l'instar de ces pays, on s'arrange pour protéger les pensionnés en incluant une disposition entièrement efficace d'indexation dans les régimes de pension, ou pour amener les travailleurs à se syndiquer. Dans ces pays, environ 85 p. 100 des travailleurs appartiennent à des syndicats, ce qui leur permet de faire face à l'inflation. Nous en avons à peu près 35 p. 100; c'est pourquoi il est difficile pour ces gens de faire face à l'inflation. Mais c'est la solution progressive: subir l'inflation pour créer le plein emploi, faire entrer les gens dans le mouvement syndical, protéger les retraités. Ce serait une attitude essentielle à notre économie, une attitude sensée empreinte de compassion. Peut-être est-ce la raison pourquoi ce n'est pas celle du premier ministre.